

*Questions orales***LA SÉCURITÉ NATIONALE****LES INCURSIONS D'ÉLÉMENTS SUBVERSIFS AMÉRICAINS EN TERRITOIRE CANADIEN—DEMANDE DE PUBLICATION DES DOSSIERS**

M. Tom Cossitt (Leeds): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, on me permettra, j'espère, de poser au premier ministre suppléant une question et une courte question supplémentaire. D'abord, quand la Gendarmerie royale du Canada a-t-elle, pour la dernière fois avisé le gouvernement du fait que certains diplomates étrangers ont fréquemment utilisé le territoire canadien pour aider des personnes qui vivent aux États-Unis et se livrent à des activités révolutionnaires contre les gouvernements légitimes de pays tiers?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il m'est bien difficile de répondre à cette question. Le député devrait, je pense, donner plus de précisions.

LE MOTIF DE L'EXPULSION D'UN DIPLOMATE CHINOIS

M. Tom Cossitt (Leeds): Le ministre voudrait-il confirmer que le diplomate chinois Kuo Ching An a été expulsé du Canada parce qu'il avait remis aux représentants des révolutionnaires philippins domiciliés aux États-Unis—l'un d'entre eux est Sergio Osmena, fils—une somme considérable d'argent en vue de fomenter des émeutes aux Philippines et surtout d'assassiner Ferdinand Marcos, président de ce pays. De plus, le premier ministre suppléant voudrait-il rendre publics tous les dossiers relatifs à cette affaire pour prouver l'exactitude de la réponse qu'il va maintenant donner à la Chambre?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, la réponse que je donne maintenant à la Chambre est que, tant qu'il dépend de moi, les questions de sécurité ne sont jamais discutées à la Chambre.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**LA POSSIBILITÉ DE MODIFICATION DU PROGRAMME EN RAISON DE L'ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Expansion
[M. Mackasey.]

économique régionale. Comme le climat et les règles économiques sont changés, le ministre proposera-t-il en conséquence des variations de politiques du MEER? En outre, parlera-t-il de ces questions soit au cours du débat sur le bill C-73 ou à l'appel des motions dans les prochains jours?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je peux dire à l'honorable député que, bien sûr, tous les ministères du gouvernement sont appelés à collaborer relativement aux mesures annoncées par le gouvernement la semaine dernière. Mais en ce qui a trait au ministère que je dirige, je suis heureux de l'informer que nos programmes continueront à se développer, et j'ai bon espoir qu'au cours des prochains mois, nous serons même en mesure de connaître encore l'expansion des activités du ministère, puisque nous faisons porter nos efforts d'une façon particulière sur les régions qui ont besoin de l'aide gouvernementale, et je crois que je me ferai un devoir de porter les instances de l'honorable député et de bien d'autres d'ailleurs à l'attention des membres du Cabinet.

[Traduction]

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa réponse. Elle est rassurante. Je lui signale qu'au temps où le MEER a été conçu, il existait au Canada des zones bien délimitées de tension économique. Dans le climat actuel, tout le pays entre dans cette catégorie. Le ministre répétera-t-il qu'il a des initiatives précises à prendre pour conserver au MEER une certaine priorité dans les projets d'ensemble?

[Français]

M. Lessard: Monsieur le président, je dois assurer encore une fois l'honorable député que le ministère que je dirige a un rôle bien particulier à jouer, et qu'il s'occupe en particulier des régions qui ont plus besoin d'aide que d'autres. Le Canada dans son ensemble connaît peut-être des difficultés, mais les régions, et particulièrement celle qu'il représente, sont des régions qui ont besoin d'une attention spéciale du gouvernement, et du ministère que je dirige. Son action ira vers ces secteurs, et je puis l'assurer encore une fois que nous ne perdrons pas notre intérêt pour les régions défavorisées de notre pays, et s'il y a lieu d'élaborer de nouveaux programmes en accord avec les gouvernements provinciaux, tel que celui qui est en cours actuellement, je crois que nous devrions le faire le plus rapidement possible.